

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° 0239/AONR/MINFOF/UGFC/CSPM/ 2025 DU 3 NOV 2025
RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ETUDE POUR LE
CONTRÔLE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE
CONSTRUCTION ET EQUIPEMENTS DE LA BASE VIE DU PARC
NATIONAL DE FARO A VOKO

1. Contexte et Objet de l'avis d'appel d'offres

Dans le cadre du programme de sécurisation des aires protégées, le Ministre des Forêts et de la Faune (MINFOF), avec l'appui financier de la Coopération Financière Allemande à travers le Fonds Commun-PSFE, lance un Avis d'Appel d'Offres National Restreint en vue du recrutement d'un bureau d'étude chargé de la maîtrise d'œuvre des travaux de construction et équipements de la base vie du Parc National de Faro à Voko.

2. Consistance des prestations

Dans la présente consultation, il sera question d'assurer le contrôle et la surveillance des travaux de construction et équipements de la base vie du Parc National de Faro à Voko.

De façon spécifique, bureau d'étude devra :

- Vérifier et valider le projet d'exécution de l'entreprise conformément aux études préalables ;
- Surveiller quotidiennement et contrôler l'exécution des travaux conformément à de l'entreprise adjudicataire des travaux et rendre compte au Maître d'Ouvrage ;
- Vérifier la conformité des plans de recollement produits par l'entreprise ;
- Rédiger les rapports journalier, Hebdomadaire, mensuel et de fin des travaux assortis des recommandations et leur transmission à l'Ingénieur du marché avec copie électronique à la MATCo.

3. Délai d'exécution

L'exécution des prestations s'étalera sur une durée de **neuf (09) mois**, y compris la fourniture des rapports. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

4. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte aux Entreprises préqualifiées dont les noms suivent :

N°	Bureaux d'Etudes	Contacts
1	Groupement GC ELITE /ENSERBAT/CIBAT	Tel : 655909732
2	Groupement SGI Luxembourg/BEC LA ROUTIERE/SGI Cameroun	Tel : 655 35 04 82
3	Groupement SECOTECH/CGV ENGINEERING/DYNAMIC	Tel: 682 74 53 45

5. Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget du Fonds Commun (PSFE), exercice 2025. Le coût prévisionnel des prestations à l'issue des études préalables est de quarante-six millions soixante-six mille deux cent soixante-quinze mille (46 066 275) FCFA TTC.

6. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne.

7. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit inclure un cautionnement de soumission, d'un montant de **neuf cent vingt un mille trois cents vingt-cinq (921 325) francs CFA**, délivré par un organisme financier agréé par le Ministre des Finances. Ce cautionnement doit être valable pendant trente (30) jours après la date de validité des offres. L'absence ou la non-conformité de ce cautionnement entraînera le rejet de l'offre. Une caution sans rapport avec la consultation est considérée comme absente, et celle présentée lors de l'ouverture des plis est irrecevable.

Ledit cautionnement doit être accompagné d'un récépissé de consignation de la Caisse des Dépôts et Consignation (CDEC). Si un chèque bancaire ou certifié est utilisé à la place du cautionnement, il doit être libellé à l'ordre de la CDEC pour le compte du Maître d'Ouvrage et transmis à la CDEC au moins 7 jours ouvrables avant l'ouverture des plis.

8. Consultation et retrait du dossier d'appel d'offres

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) National Restreint est disponible pour consultation et retrait par les soumissionnaires aux heures et jours ouvrables, dès la publication de cet avis, à l'Unité de Gestion du Fonds Commun PSFE, au 2^{ème} étage de la Délégation Régionale des Forêts et de la Faune du Centre, Rue de l'Imprimerie Nationale, Yaoundé. Pour cela, il faut présenter l'original de la quittance de versement de **cinquante mille (50 000) FCFA** au Trésor Public, non remboursable, pour les frais d'achat du DAO.

Il est également consultable sur le site de l'ARMP (www.armp.cm).

9. Remise des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais, en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, sera déposée à l'Unité de Gestion du Fonds Commun sis au 2^{ème} étage de la Délégation Régionale des Forêts et de la Faune du Centre, Rue de l'Imprimerie Nationale, Yaoundé, au plus tard le 09/12/2025 à 13 heures et devra porter la mention suivante :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° _____/AONR/MINFOF/UGFC/CSPM/ 2025 DU _____
RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ÉTUDE POUR LE
CONTRÔLE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE
CONSTRUCTION ET EQUIPEMENTS DE LA BASE VIE DU PARC
NATIONAL DE FARO A VOKO

(A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOULLEMENT)

10. Recevabilité des offres

Afin d'éviter le rejet, les pièces administratives doivent être fournies en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois avant la date de dépôt des offres et être établies après la signature de l'avis d'appel d'offres.

Une offre non conforme aux exigences du Dossier d'Appel d'Offres sera rejetée. Cela inclut le non-respect des modèles de pièces exigés.

11. Ouverture des offres

L'ouverture des offres se fera en deux temps. L'ouverture des offres administratives et techniques interviendra dans un premier temps, suivie dans un second temps de celle des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale requise de 70/100.

L'ouverture des offres administratives et techniques aura lieu le 09/12/15 à 12h heures par la Commission Spéciale de Passation des Marchés du Fonds Commun PSFE qui siège dans la salle de réunion au Rez de Chaussée de Délégation Régionale des Forêts et de la Faune du Centre, sise à Rue de l'Imprimerie Nationale, Yaoundé. Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Celle des offres financières aura lieu au terme de l'analyse technique et ne concernera que les soumissionnaires ayant obtenu la note minimale de 70% des points.

12. Critères d'évaluation

La Commission examinera la conformité des enveloppes et des pièces administratives. Seules les offres avec un dossier administratif conforme seront retenues pour évaluation.

a. Critères éliminatoires

Les critères ci-dessous sont considérés comme critères éliminatoires :

1. L'absence ou la non-conformité d'une des pièces du dossier administratif après quarante-huit (48) heures accordées aux soumissionnaires ayant présenté un dossier administratif non conforme ;
2. Les Fausses déclarations ;
3. La présence des Pièces falsifiées les dossiers du soumissionnaire ;
4. La présence d'une information de l'offre financière dans la proposition technique ;
5. L'absence ou la non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des plis ;
6. La note technique strictement inférieure à 70 points sur 100 ;
7. La présentation d'une offre financière incomplète ;
8. L'absence de la déclaration de non-abandon de marché signé sur l'honneur dans l'offre administrative ;
9. L'absence de l'offre financière témoins ;
10. Absence ou non-conformité d'une copie du récépissé de consignation de la caution de soumission délivrée par la CDEC dûment timbrée ;
11. Absence de la capacité financière ;
12. De l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
13. L'absence de la déclaration d'engagement de la KFW, remplie (nom et coordonnées de la structure), datée et signée ;
14. Expérience générale du chef de mission inférieur à 5 ans ;
15. Absence de l'attestation d'inscription du Chef de mission à l'ONIG ;
16. Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales dûment remplie, datée et signée.

b. Critères essentiels

L'offre technique sera évaluée selon les critères essentiels ci-dessous définis :

N°	CRITERES	NOTES
1. 1	Présentation générale des offres	5
2	Références pertinentes du cabinet de consultants se rapportant à la mission	35
3	Observations et suggestions pertinentes sur les TDR	3
4	Organisation et méthodologie d'exécution de la mission	12
3. 5	Qualifications et expériences des experts mobilisés dans le cadre de la mission	45
TOTAL		100

Les critères détaillés en sous critères sont spécifiés dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres

N.B : Toute offre technique dont la note est inférieure à soixante-dix (70) points sur cent (100) sera éliminée.

L'ouverture des offres financières se fera sur invitation du Président de la Commission Spéciale de Passation des Marchés auprès du Fonds Commun-PSFE après présentation et adoption du rapport de la sous-commission sur les évaluations des offres administratives et techniques.

Tout agent public listé parmi le personnel d'un soumissionnaire et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de l'Administration durant la période de sa prestation, sera considéré comme non valable.

13. Méthode de sélection du consultant

La méthode de sélection est celle fondée sur la Qualité et le Coût (SFQC). Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la mieux-disante.

14. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de remise des offres.

15. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures et jours ouvrables à l'Unité de Gestion du Fonds Commun PSFE sis au 2^{ème} étage de la Délégation Régionale des Forêts et de la Faune du Centre, Rue de l'Imprimerie Nationale, Yaoundé.

16. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro 2 22 20 18 03.

LE MINISTRE DES FORETS ET DE LA FAUNE



Jules Dorel Ndonga

COPIE :

- ARMP (pour publication au JDM et archivage),
- CSPM/FC-PSFE,
- Affichage (pour information),
- RPM-UGFC (pour archivage),
- Unité de Gestion du Fonds Commun (pour archivage).

RESTRICTED NATIONAL CALL FOR TENDERS

No. 0239 /AONR/MINFOF/UGEC/CSPM/ 2025 OF 03 NOV 2025

TO RECRUIT A CONSULTANCY FIRM TO MONITOR AND SUPERVISE THE
CONSTRUCTION WORK AND EQUIPMENT FOR THE FARO NATIONAL PARK
LIVING QUARTERS IN VOKO**1. Context and purpose of the call for tenders**

As part of the programme to secure protected areas, the Minister of Forestry and Wildlife (MINFOF), with the financial support from German Financial Cooperation through the FESP-Basket Fund, is launching a Restricted National Call for Tenders with a view to recruiting a consulting firm to oversee the construction and equipment of the Faro National Park base camp in Voko.

2. Scope of services

This consultation concerns the control and supervision of the construction and equipping of the Faro National Park base camp in Voko.

Specifically, the consulting firm will be required to:

- Verify and validate the company's implementation plan in accordance with preliminary studies;
- Monitor and control the execution of the works on a daily basis in accordance with the contractor's plans and report to the project owner;
- Examine the conformity of the verification plan produced by the company;
- Draft daily, weekly, monthly and final reports, together with recommendations, and send them to the contract engineer with a copy to the client.

3. Execution deadline

The services will be performed over a period of nine (09) months, including the provision of reports. This period shall start from the date of notification of the service order to start the services.

4. Participation and origin

The Participation in this call for tenders is open to the following pre-qualified companies:

No	Design offices	Contacts
1	GC ELITE /ENSERBAT/CIBAT consortium	Tel : 655909732
2	SGI Luxembourg/BEC LA ROUTIERE/SGI Cameroon Consortium	Tel : 655 35 04 82
3	SECOTECH/CGV ENGINEERING/DYNAMIC Consortium	Tel: 682 74 53 45

5. Funding

The services covered by this call for tenders are financed by the FESP-Basket Fund (PSFE) budget for the 2025 financial year. The estimated cost of the services following preliminary studies is forty-six million sixty-six thousand two hundred and seventy-five thousand (46,066,275) CFA francs including tax.

6. Submission method

The submission method selected for this consultation is offline.

7. Bid bond

Each bidder must include a bid bond in the amount of **nine hundred and twenty-one thousand three hundred and twenty-five (921,325) CFA francs**, issued by a financial institution approved by the Minister of Finance. This bond must be valid for thirty (30) days after the date of validity of the tenders. Failure to provide this bond or non-compliance with its terms will result in the rejection of the tender. A deposit unrelated to the consultation is considered absent, and any deposit presented at the opening of bids is inadmissible.

The deposit must be accompanied by a receipt from the Deposits and Consignment Fund (CDEC). If a bank cheque or certified cheque is used instead of a deposit, it must be made payable to the CDEC on behalf of the Project Owner and sent to the CDEC at least 7 working days before the opening of bids.

8. Consultation and withdrawal of the tender documents

The Restricted National Tender Documents (DAO) are available for consultation and collection by bidders during working hours and days, as soon as this notice is published, at the FESP-Basket Fund Management Unit located on the 2nd floor of the Centre Regional Delegation of Forestry and Wildlife, National Printing Press Street, Yaounde. To do so, the original receipt for the non-refundable payment of **fifty thousand (50,000) CFA francs** to the Public Treasury for the purchase of the Tender Documents must be presented.

It can also be consulted on the ARMP website (www.armac.cm).

9. Submission of Bids

Each bid shall be drafted in French or in English and submitted in 7 (seven) copies, including 1 (one) original and 6 (six) copies, labelled as such, at the Secretariat of the FESP-Basket Fund Management Unit located on the 2nd floor of the Centre Regional Delegation of Forestry and Wildlife, National Printing Press Street, Yaounde, latest on _____ at _____ o'clock. It shall be labelled as follows:

**“RESTRICTED NATIONAL CALL FOR TENDERS
TO RECRUIT A CONSULTANCY FIRM FOR THE MONITORING AND
SUPERVISION OF CONSTRUCTION WORK AND EQUIPMENT FOR THE FARO
NATIONAL PARK LIVING QUARTERS IN VOKO”**

(To be opened during bid opening session only)

10. Admissibility of bids

Under penalty of rejection, documents required in the administrative file must both be original and certified true copies by the issuing service or a relevant administrative authority. They must be dated less than three (3) months prior to the date for submission of bids and be drawn up after the signing of the tender notice.

Any bid that does not comply with the requirements of the Tender Documents will be rejected. This includes failure to comply with the required document templates.

11. Opening of Bids

Bids shall be opened in two phases. Administrative and technical bids shall be opened first, followed by the financial bids of bidders who have obtained the minimum technical score of 70/100.

The opening of the administrative and technical bids shall take place on _____ at _____ by the Special Commission for the Award of Public Contracts of the Basket Fund, in

the meeting room on the ground floor of the Centre Regional Delegation of Forestry and Wildlife, National Printing Press Street, Yaounde.

Only bidders or their duly mandated representatives may be allowed at the opening session

The financial bids shall be evaluated after the technical analysis and shall only concern bidders who have obtained a minimum score of 70% of the points

12. Elimination criteria

The Commission shall examine the compliance of the envelopes and administrative documents. Only bids with a compliant administrative file shall be considered for evaluation.

a. Elimination criteria

The following criteria are considered eliminatory:

1. Absence or non-conformity of one of the documents in the administrative file after forty-eight (48) hours granted to bidders who submitted a non-conforming administrative file;
2. False declaration;
3. Falsified documents in the tenders
4. The presence of financial bid information in the technical proposal;
5. The absence or non-compliance of the bid bond at the opening of bids;
6. A technical score strictly below 70/100
7. Submission of an incomplete financial bid;
8. Absence of a signed declaration of non-abandonment of the contract in the administrative bid;
9. Absence of the financial bid reference;
10. Absence or non-compliance of a copy of the receipt for the tender bond issued by the CDEC, duly stamped;
11. Absence of financial capacity;
12. Absence of a dated and signed integrity charter;
13. Absence of a completed (name and contact details of the organisation), dated and signed KFW commitment declaration;
14. Less than 5 years general experience of the mission head;
15. Absence of the Mission head registration certificate with the ONIG;
16. Absence of the duly completed, dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses.

b. Essential criteria

The technical bid shall be evaluated according to the essential criteria defined below:

No	CRITERIA	SCORES
1. 1	General presentation of bids	5
2	Relevant references from the consulting firm relating to the mission	35
3	Observations and suggestions on the TDR	3
4	Organisation and methodology for carrying out the assignment	12
3. 5	Qualifications and experience of the experts mobilised for the assignment	45
TOTAL		100

The criteria, broken down into sub-criteria, are specified in the Special Rules for the Call for Tenders.

Take note: Any technical bid scoring less than seventy (70) points out of one hundred (100) shall be eliminated.

Financial bids shall be opened at the invitation of the Chair of the Special Commission for the Award of Public Contracts of the Basket Fund after the subcommittee's report on the evaluation of administrative and technical bids has been presented and adopted

Any public official listed among the staff of a bidder who has not submitted all the documents required to justify their release from the Administration during the period of their service shall be considered invalid.

13. Consultant selection method

The selection method is based on quality and cost (SFQC). The Project Owner shall award the contract to the bidder who has submitted a bid that meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the most advantageous.

14. Duration of Bid Validity

Bidders shall remain bound by their bids for 90 (ninety) days from the initial date of submission of the aforementioned bids.

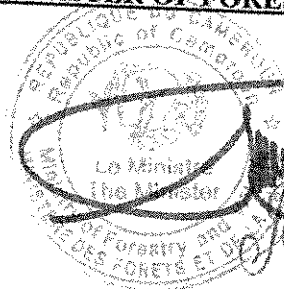
15. Further Information

Further information may be obtained during working hours and days at the Secretariat of the Basket Fund Management Unit on the 2nd floor of the Centre Regional Delegation of Forestry and Wildlife, National Printing Press Street, Yaounde.

16. Fight against Corruption and Malpractices

To report any act of corruption or malpractice, please contact CONAC on 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, and ARMP on 699 95 37 30.

THE MINISTER OF FORESTRY AND WILDLIFE



Julius Doret Ndong

COPIE :

- ARMP (FOR publication at JDM and recording),
- CSPM/FC-PSFE,
- Posting (for information),
- RPM-UGFC (for record),
- Basket Fund Management Unit (for record).